

PANORAMA



Risques politiques en Afrique : la température monte

L'actualité politique sur le continent africain a été riche ces derniers mois. Après la détérioration de la situation sécuritaire dans le Sahel, les départs forcés par la rue de dirigeants historiques en Algérie ou encore au Soudan, où les risques politiques se manifesteront-ils en deuxième partie d'année ? À travers le prisme de son modèle quantitatif de risque politique (**Voir Encart 1**), créé en mars 2017¹, Coface entend identifier, au-delà du rythme dicté par l'actualité, les tendances récentes des risques politiques et, ainsi, les pays à surveiller.

Le continent a régulièrement été marqué par des conflits d'intensité et de natures différentes au cours des dernières décennies. Ils ont notamment été à l'origine d'une baisse des flux d'investissements et commerciaux, retardant le développement de certains pays du continent. Ces dernières années, les conflits connaissent une résurgence en Afrique, notamment liée à l'activité de divers groupes islamistes, particulièrement dans la région sahélienne, mobilisant les forces armées de certains États du continent et ciblant les populations civiles. Les conflits d'origine politique, auxquels se mêlent parfois des considérations ethnique, religieuse, voire linguistique, restent également présents en Afrique (Libye, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Cameroun...).

Nos indices de violences politiques confirment aussi que les événements violents (conflits ou actes terroristes), bien que plus localisés, sont redevenus relativement fréquents, notamment dans le Sahel, par rapport au début du 21^e siècle. Sur l'ensemble du continent, on dénombrait, ainsi, en 2018, près de deux fois plus de conflits que 10 ans plus tôt.

Par ailleurs, comme l'ont notamment montré les événements en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, dans un contexte de progrès des instruments de la mobilisation, l'exaspération des populations, alimentée par les pressions socio-économiques, expose certains pays du continent au risque d'instabilité future. Sans nécessairement aboutir à des conflits de grande ampleur, comme en Libye, ou même à un changement de régime, un contexte socio-économique fragile peut, à terme, provoquer des troubles susceptibles de générer, *a minima*, une incertitude de l'environnement politique. Notre indice de fragilité politique et sociale indique que 10 pays - l'Angola, le Cameroun, Djibouti, l'Égypte, l'Éthiopie, la Mauritanie, le Mozambique, l'Ouganda, la RDC et le Tchad - pourraient être ou continuer à être secoué dans un futur proche. L'augmentation observée en matière d'instruments de la mobilisation est l'un des facteurs derrière l'intensification du risque. Cette dynamique pourrait potentiellement augurer d'une multiplication d'événements politiques déstabilisants sur le continent à plus long-terme.

2
CONFLITS ET TERRORISMES ENCORE PRÉSENTS EN AFRIQUE

7
UN RISQUE SOCIAL AU PLUS HAUT, DES FRAGILITÉS PERSISTANTES

¹ DAUDIER, J.-L., NIZARD, R. & TOZY, S., Mars 2017. « Le risque politique dans tous ses états », Panorama Coface. URL : <https://www.coface.com/fr/Actualites-Publications/Publications/Panorama-Le-risque-politique-dans-tous-ses-Etats>



RUBEN NIZARD
Économiste Afrique
Paris, France



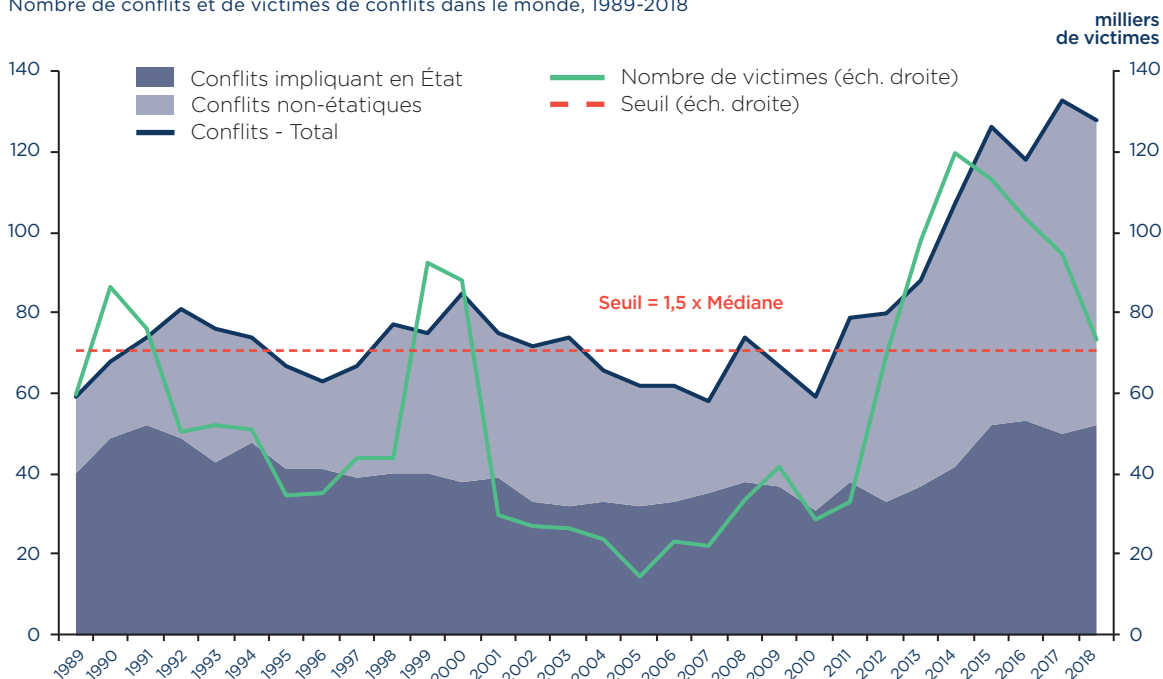
ELOI MAURATILLE
Économiste junior
Paris, France

1 CONFLITS ET TERRORISME ENCORE PRÉSENTS EN AFRIQUE

Comme le signalait déjà Coface en 2017, le monde connaît une recrudescence des conflits² qui ne s'est pas démentie ces dernières années : malgré une baisse en 2018 après le record historique enregistré en 2017, le nombre de conflit a augmenté de 70 % depuis 2008 et 2,2 fois plus de victimes ont été dénombrées (**Graphique 1**). Au cours des cinq dernières années, le nombre de victimes a

dépassé le seuil des 70 000 décès³ par an pour la 3^e fois depuis 30 ans (après les périodes 1990-1991, au plus fort de la guerre du Golfe, et 1999-2000, marquée par la guerre fratricide entre Éthiopie et Érythrée). Simultanément, le terrorisme⁴, se répand comme une autre forme de violence politique (**Graphique 2**).

Graphique 1 :
Nombre de conflits et de victimes de conflits dans le monde, 1989-2018



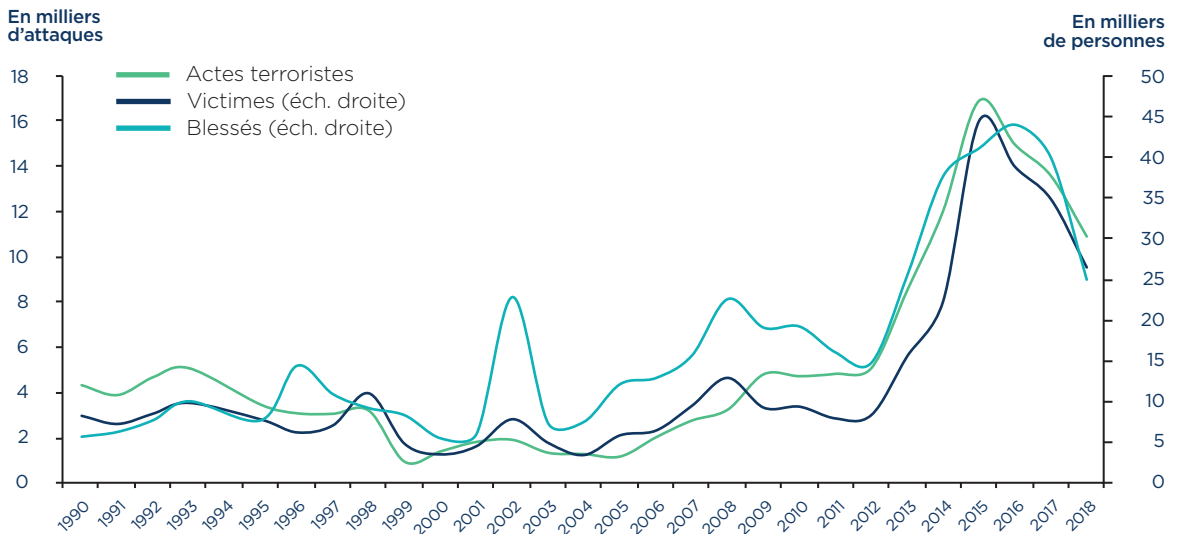
Source : Uppsala Conflict Data Program (UCDP), Coface

2 La définition de conflit utilisée dans cette étude est basée sur les bases de données de l'Uppsala Conflict Data Program, afin d'inclure les confrontations armées entre deux factions, groupes et/ou États. La définition retenue intègre, à l'inverse de celle du droit international, les conflits armés entre deux groupes non-gouvernementaux. Les actes de violence unilatéraux ont été exclus pour éviter de mesurer deux fois les actes terroristes, mesurés par ailleurs à l'aide d'une autre base de données (Global Terrorism Database).

3 Ce seuil correspond environ à 1,5 fois la médiane du nombre de victimes de conflits entre 1989 et 2018.

4 La définition du terrorisme utilisée est basée sur celle du projet Global Terrorism Database utilisée pour le calcul de l'indice de terrorisme. Un acte terroriste est « la menace ou le recours effectif à la force et à la violence illégales par un acteur non étatique pour atteindre un objectif politique, économique, religieux ou social par la peur, la coercition ou l'intimidation. »

Graphique 2 :
Nombre d'actes terroristes et de victimes du terrorisme dans le monde, 1989-2017



Source : Global Terrorism Database, Coface

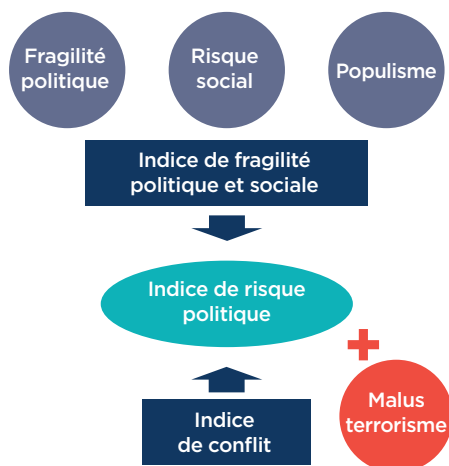
Encart 1 :

Le modèle de risque politique Coface

Le **modèle de risque politique de Coface** prend en compte deux principales catégories de risques :

- le **risque sécuritaire**, qui comprend les conflits et le terrorisme,
- le **risque découlant de la fragilité politique et sociale**, qui comprend aussi le populisme (Diagramme).

Diagramme : Structure du modèle politique Coface



L'évaluation du **risque sécuritaire** est construite sur l'observation des **conflits** et **actes terroristes** autour du globe. Deux indices mesurent ainsi le risque en fonction des occurrences de batailles et/ou d'attaques terroristes, de leur

intensité et des acteurs impliqués, en s'appuyant sur des bases de données tierces⁵.

Le risque découlant de la fragilité politique et sociale s'appuie, de son côté, sur trois indices distincts :

- 1) L'**indice de risque social**⁶ qui prend en compte 2 piliers : les *pressions* (1) en faveur du changement, mesurant le degré de frustration sociale en tenant compte de facteurs socio-économiques : l'inflation, le taux de chômage, les inégalités de revenu mesurées par le coefficient de GINI, le PIB/habitant (en niveau et évolution), la perception de la corruption, la capacité d'expression de la population et le taux d'homicide. Néanmoins, cette frustration ne se traduit par un changement politique que si la population dispose d'*instruments* (2) pour l'exprimer. Ces instruments sont : le taux d'éducation dans le supérieur, le taux d'alphabétisation des adultes, l'accès à internet, la proportion des jeunes dans la population, le taux de fécondité, le taux d'urbanisation et le taux de participation des femmes.
- 2) Afin d'identifier les fissures dans les fondations du système politique, Coface établit également un **indice de fragilité** construit en fonction de la nature du système politique, de la fragmentation ethnique, religieuse et linguistique et du degré de liberté politiques et droits civiques dont disposent les populations.
- 3) Des variables spécifiques issues de la base de données du *Projet Manifesto*⁷, construite à partir de l'analyse textuelle du contenu des programmes électoraux des partis politiques, permettent d'établir un indice tenant compte de la montée du **populisme**, et ainsi mieux appréhender la montée des frustrations sociales dans certaines démocraties⁸.

5 Pour les conflits, il s'agit des bases de données compilées par le Uppsala Conflict Data Program (UCDP).

Pour le terrorisme, la base de données construite par l'initiative Global Terrorism Database est utilisée.

6 La mesure du risque social a fait l'objet d'une amélioration en 2017, mais a été élaborée en 2013. Voir MARCILLY, J., ZLOTOWSKI, Y. Mars 2013. « Les transformations du risque politique émergents », Panorama Coface. URL : <https://www.coface.fr/Actualites-Publications/Publications/Transformations-du-risque-pays-emergent>

7 Le Projet Manifesto, financé par la Deutsche Forschungsgemeinschaft, est hébergé par le Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung (Volkens, Lehmann, Matthiess, Merz, Regel) (<https://manifesto-project.wzb.eu>).

8 Seule l'Afrique du Sud bénéficie d'une évaluation pour le populisme sur le continent africain.



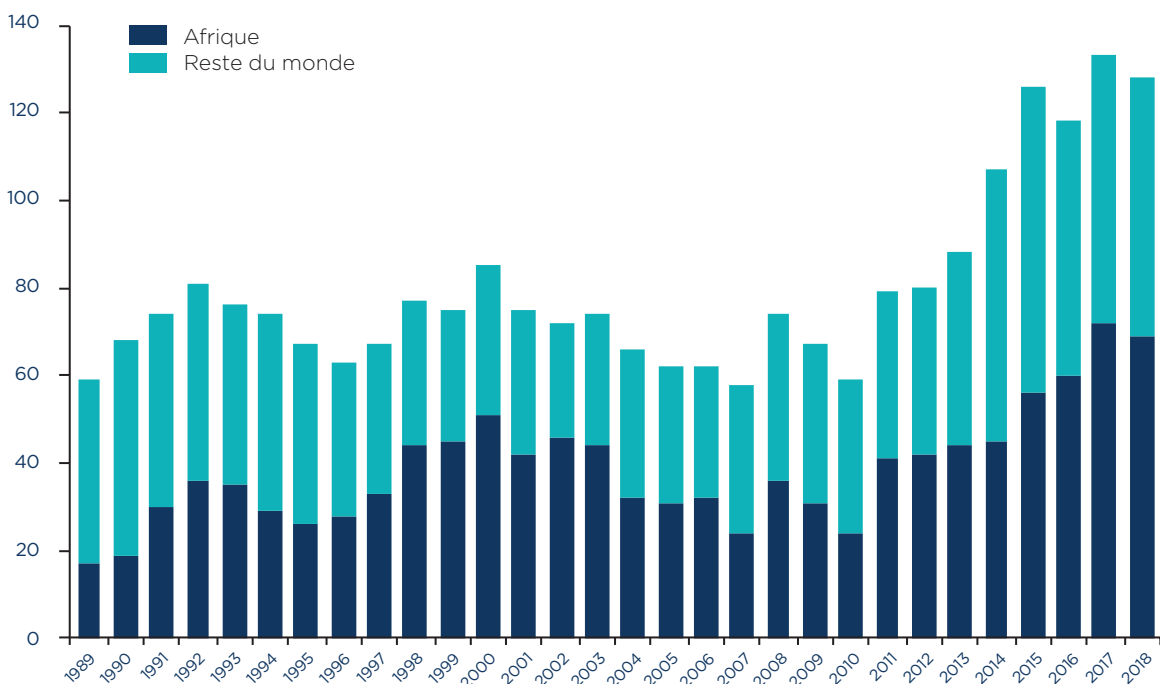
Souvent décrit comme un continent enclin au conflit et au terrorisme, l'observation des indices compilés par Coface le confirme. Dans la version 2019 de l'indice sur le risque de conflits, ils sont ainsi 25 pays africains sur les 45 évalués⁹ sur le continent à disposer d'un score non nul. Au total, dans le monde, seuls 52 pays sont dans ce cas. Les pays africains contribuent donc à la tendance (**Graphique 3a**) générale haussière des conflits au niveau mondial. L'augmentation des conflits sur le continent est notamment insufflée par ceux n'impliquant pas un État. Aussi bien au niveau mondial que continental, ce type de conflit a été multiplié par trois environ depuis le début de la décennie, augmentant néanmoins plus rapidement en Afrique. La région est ainsi celle qui compte, et de loin, le plus grand nombre de conflits non-étatiques. La prolifération des affrontements entre milices armées en Libye, en République centrafricaine (RCA) ou encore en République démocratique du Congo (RDC) participent à cette tendance, au même titre que les affrontements entre Oromo et Somali en Éthiopie et ceux entre les agriculteurs birom (chrétiens) et les éleveurs peuls (musulmans) dans l'État du plateau au Nigéria (**Voir Encart 2**).

Si l'augmentation du nombre de conflits non-étatiques est remarquable, elle ne doit pas oblitérer ceux impliquant un État. En effet, au cours des cinq dernières années, ils ont également connu une recrudescence, principalement insufflée par

la lutte contre les groupes islamistes armés, dont les affiliés au groupe État Islamique (EI). C'est particulièrement le cas dans le Sahel et autour du Lac Tchad, justifiant la place du Nigéria, du Mali, du Tchad et du Niger dans les pays disposant des scores de conflit les plus élevés (**Tableau 1**). En 2018, l'Égypte et la Libye étaient également engagés dans un conflit contre l'EI. De plus, parmi les scores les plus élevés du continent figurent également le Cameroun, où les affrontements dans les régions anglophones entre l'armée et les forces de défense de la république autoproclamée d'Ambazonie se sont intensifiés, au cours d'une année électorale qui a vu le président Paul Biya décrocher un septième mandat. Au Soudan, la lutte entre les forces gouvernementales et les mouvements de résistance dans les zones conflictuelles réunis au sein du Front révolutionnaire soudanais se sont poursuivis et témoignent, notamment, de la situation sécuritaire encore précaire dans le Darfour

En outre, avec la multiplication des groupes armés organisés non gouvernementaux s'attaquant aux populations civiles, l'augmentation du nombre de conflits est concomitante avec celles des actes terroristes sur le continent. Il n'est ainsi pas surprenant de constater que parmi les 25 pays disposant d'un score de conflit dépassant le seuil minimal de 0 %, 24 ont également un score de terrorisme non nul (seul l'Erythrée n'est pas dans ce cas).

Graphique 3a :
 Nombre de conflits : Afrique et reste du monde, 1989-2018



Source : Uppsala Conflict Data Program (UCDP), Coface

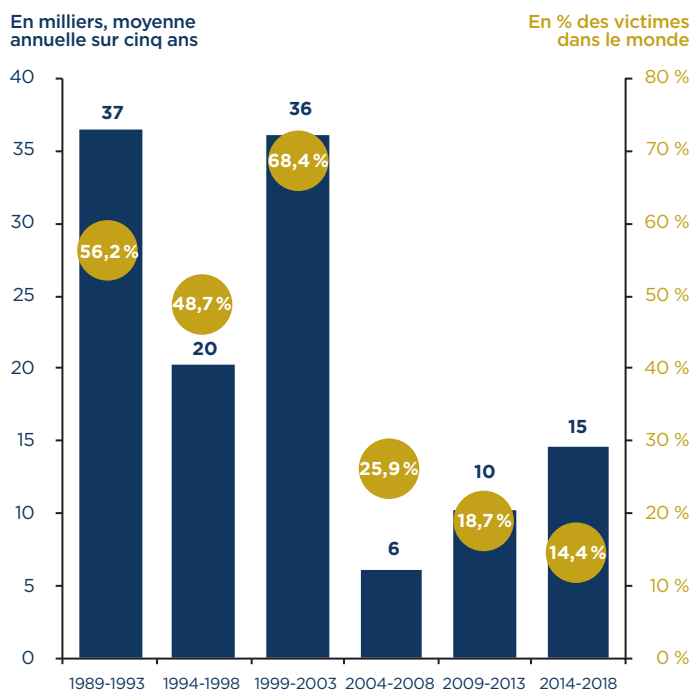
⁹ Les neuf pays suivants ne disposent pas d'évaluation : Comores, Eswatini, Gambie, Guinée-Bissau, Guinée Equatoriale, Lesotho, Seychelles, Somalie et Soudan du Sud.

Tableau 1 :
Top 10 des pays africains disposant du score de l'indice de conflit le plus élevé et leurs scores d'indice de terrorisme

Pays	Indice de conflit		Indice de terrorisme	
	Score	Rang	Score	Rang
Libye	100 %	1	74 %	2
République centrafricaine (RCA)	91 %	2	57 %	9
République démocratique du Congo (RDC)	87 %	3	65 %	6
Nigéria	86 %	4	84 %	1
Mali	74 %	5	66 %	4
Cameroun	51 %	6	58 %	8
Soudan	45 %	7	65 %	5
Egypte	45 %	8	73 %	3
Ethiopie	45 %	9	43 %	14
Niger	43 %	10	42 %	15

La montée en flèche du nombre de conflits depuis le début de la décennie s'accompagne d'une hausse des victimes qui y sont associés : comme l'illustre le **graphique 3b**, on déplorait un peu moins de 15 000 victimes sur le continent par an, en moyenne, au cours de la période 2014-2018, soit près de trois fois plus qu'entre 2004 et 2008. En revanche, la moyenne des décès par conflit lors des cinq dernières reste deux fois moins élevée que celle enregistrée dans les années 1990, lorsque celle-ci dépassait les 30 000 décès par an. En même temps, la contribution de l'Afrique au niveau record de victimes dans les conflits au niveau mondial a tendance à s'affaiblir, éclipsé par les conflits en Syrie (23 % des victimes de conflits dans le monde entre 2014 et 2018) et en Afghanistan (19 %), qui sont plus meurtriers que l'ensemble des conflits sur le continent africain.

Graphique 3b :
Victimes de conflits en Afrique



Source : Uppsala Conflict Data Program (UCDP), Coface

Encart 2 :

Nigéria, le risque politique sous toutes ses formes

Le 23 février dernier, près de 73 millions d'électeurs nigériens étaient appelés aux urnes pour élire leur nouveau Président. Quatre jours plus tard, la Commission électorale indépendante nationale (INEC) a confirmé la réélection du Président sortant Muhammadu Buhari. Notre modèle met en exergue que celui-ci a entamé son second mandat de quatre ans dans un contexte politique précaire à bien des égards.

Inférieur à 30 % jusqu'en 2009, l'indice de conflit du Nigéria a bondi avec l'avènement de Boko-Haram, jusqu'à atteindre 100 % en 2015, score qui n'a décliné qu'en 2018, pour s'établir au niveau de 85 %. Le pays enregistre également le score d'indice de terrorisme le plus élevé du continent depuis 2012. Aussi, près de quatre ans après la déclaration du Président Buhari assurant que Boko-Haram était « techniquement vaincu », nos indices de risque terrorisme et conflit suggèrent que, bien que désormais fragmenté en plusieurs factions disparates, le groupe islamiste a conservé une dangereuse force de frappe, faisant plus de 18 000 victimes civiles entre 2009 et 2018. Le repli des indices Coface témoigne d'une baisse relative de l'intensité de l'activité du groupe Boko Haram. Cependant, au Nigéria, certains conflits n'engagent pas directement l'État mais se situent à l'intérieur même du pays. La fragmentation ethnique et religieuse, notamment entre le nord musulman et le sud chrétien, est source de nombreuses frictions entre communautés, notamment dans le centre du pays, et peuvent aboutir à l'éclosion de conflits meurtriers. La résurgence des tensions dans l'État du plateau entre les agriculteurs birom, chrétiens, et les éleveurs peuls, musulmans, a participé au gonflement du score des indices de conflit et de terrorisme. En 2018, les affrontements entre les deux ethnies ont ainsi fait près de 300 morts.

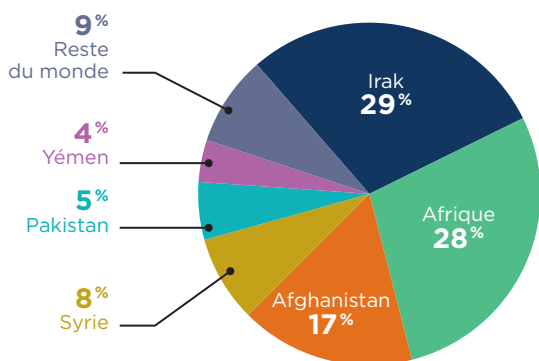
Le Nigéria se distingue également par un score d'indice de fragilité politique et sociale relativement élevé de 59 %, après avoir culminé à 61 % l'année précédente. Outre la fragilité de la structure institutionnelle, sociale, ethnique et religieuse, ce score est notamment lié à la crise économique consécutive au contre-choc pétrolier de 2014, le pays enregistrant sa première récession en 25 ans (en 2016). En conséquence, le produit intérieur brut (PIB) par habitant n'a pas progressé depuis quatre ans et, si la prévision de croissance de Coface pour 2019 (2,3 %) s'avère exacte, cette série s'étendra à une cinquième année consécutive. La crise se traduit par un niveau de chômage record (23,1 % à l'issue du troisième trimestre 2018) et une inflation supérieure à 10 % depuis plus de trois ans. Aussi, outre l'insécurité, la question du niveau de vie au Nigéria, qui est déjà l'un des pays à compter le plus de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, sera donc l'un des enjeux majeurs du second mandat du président Muhammadu Buhari. À l'issue d'un premier mandat aux résultats très contrastés, la patience des nigériens à l'égard de celui qui a hérité du surnom « Baba Go Slow » de la part de ses détracteurs (qui lui reprochent la lenteur de la mise en œuvre des réformes) pourrait rapidement s'épuiser.

En revanche, on y dénombre plus de 28 % des victimes du terrorisme sur les cinq dernières années (entre 2013 et 2017), une augmentation de 10 points de pourcentage par rapport à la période précédente, mais, là encore, une poignée de pays, principalement au Moyen-Orient (Irak, Yémen, Syrie) et en Asie du Sud (Afghanistan et Pakistan) subissent le terrorisme dans des proportions bien plus importantes (**Graphique 4a**).

En Afrique, l'activité terroriste des groupes islamistes domine, particulièrement dans les zones de conflits dans le Sahel¹⁰, mais aussi en Libye et en Égypte. Dans ces huit pays se concentrent, en

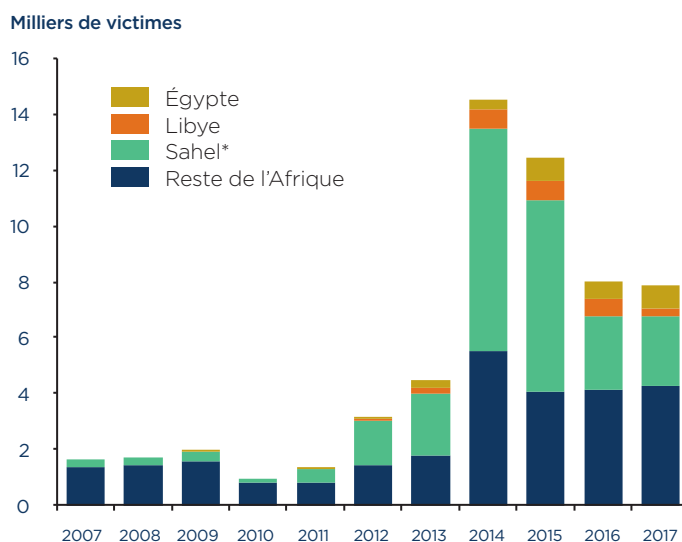
effet, près de 60 % des victimes du terrorisme en Afrique (**Graphique 4b**). Le Kenya et le Mozambique, avec des scores, respectivement, de 62 % et 44 % se placent également dans le premier quartile des pays les plus risqués de notre indice en conséquence de l'activité de groupes terroristes islamistes (al-Shabaab au Kenya et Ansar al-Sunna au Mozambique). Enfin, outre le Cameroun, qui subit notamment les incursions de Boko-Haram dans l'Extrême-Nord, la présence de la RCA et de la RDC parmi les dix pays les plus risqués de notre indice fournit des exemples supplémentaires que conflits et terrorisme vont régulièrement de pair sur le continent.

Graphique 4a :
Victimes du terrorisme dans le monde, 2013-2017



Source : Global Terrorism Database, Coface

Graphique 4b :
Victimes du terrorisme en Afrique, 2007-2017



*Ici, les pays du Sahel comptent les pays impliqués dans la force G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad), ainsi que le Nigéria.

Sources : Global Terrorism Database, Coface

La **Carte 1** permet de mettre en évidence toutes ces dynamiques, et notamment la grande concentration géographique dans quelques foyers de risques. Elle souligne l'insécurité dans le Sahel, particulièrement dans la région du lac Tchad, les répercussions du défi sécuritaire Somalien sur le Kenya, mais aussi les tensions dans le Kivu et l'insurrection de Kamwina Nsapu en RDC. La carte met également en évidence que les conflits sur le continent africain sont généralement relativement localisés : l'augmentation des conflits n'implique pas nécessairement une augmentation de l'étendue géographique du conflit.

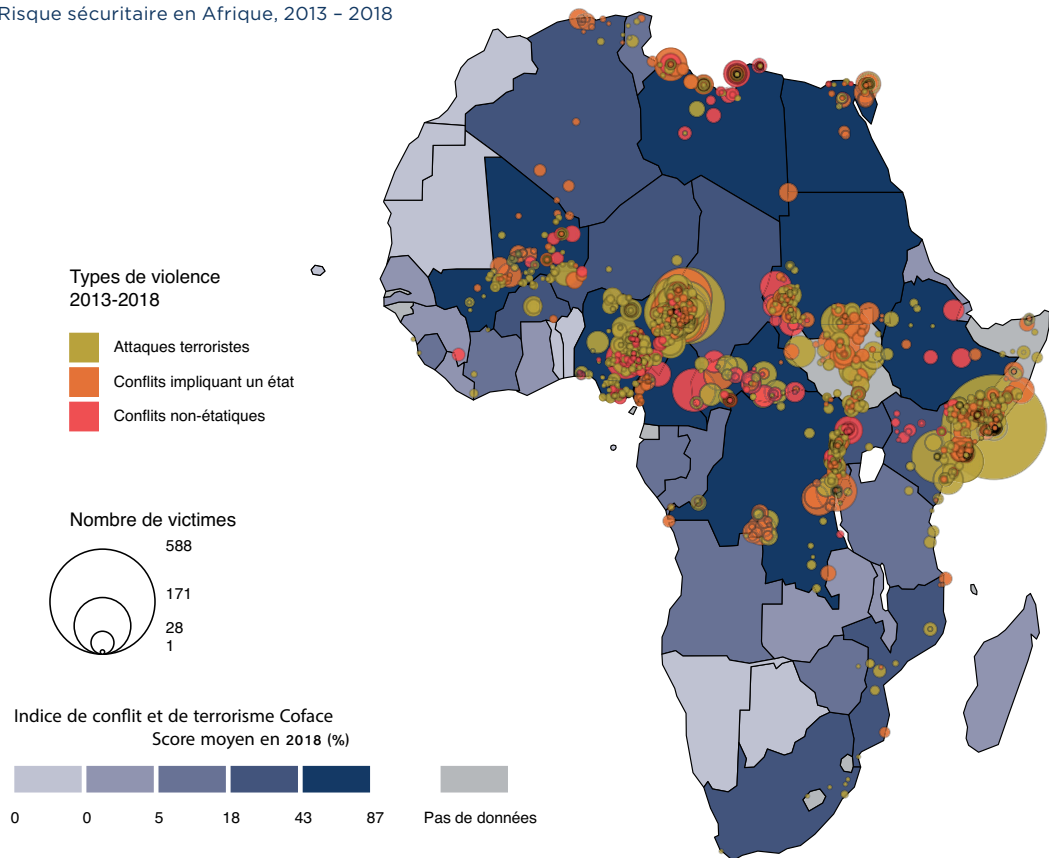
Par ailleurs, celle-ci permet de mettre en exergue les zones où le risque est faible. Sont notamment épargnés les pays de l'Afrique australe, à l'exception notable de l'Afrique du Sud, où les tentatives d'assassinats politiques font grimper le score. Plus surprenant, contrairement à ses pairs de la force G5 Sahel, le score de la Mauritanie reste à 0 %, n'ayant plus connu d'attaque terroriste sur son territoire depuis 2011. Avec un score de 1 %, le Maroc justifie son statut de « pays sûr » de la région¹¹.

Bien qu'instructifs, les indices de risque de conflit et de terrorisme, basés sur l'observation du passé, n'offrent qu'une vision des épisodes extrêmes de violence. Toutefois, le risque politique a également pour objet d'appréhender les moments de ruptures qui amènent à un changement profond de la structure politique d'un pays.

¹⁰ Les pays ici considérés de l'ensemble sahélien sont les pays impliqués dans la force G5 Sahel (Burkina Faso, Niger, Mali, Mauritanie et Tchad) et le Nigéria

¹¹ Epargné par les attaques djihadistes depuis 2011, le Maroc pourrait néanmoins voir son score augmenter dans la prochaine édition de l'indice de risque terroriste après la mort de deux touristes scandinaves dans le Haut-Atlas au nom du groupe EI en décembre dernier.

Carte 1 :
Risque sécuritaire en Afrique, 2013 - 2018



Les données pour les attaques terroristes prennent fin en 2017.

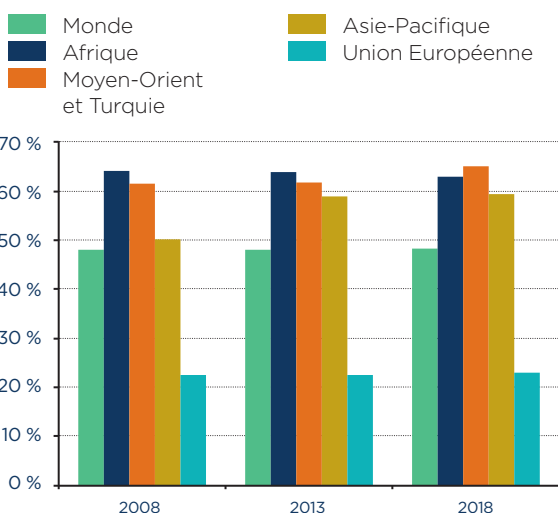
Sources : Uppsala Conflict Data Program, Global Terrorism Database, Coface

2 UN RISQUE SOCIAL AU PLUS HAUT, DES FRAGILITÉS PERSISTANTES : APRÈS LES PRINTEMPS ALGÉRIENS ET SOUDANAIS, LA FIÈVRE MONTERA-T-ELLE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?

Le modèle de risque politique Coface part de l'hypothèse que les fissures dans les fondements du système politique, qui peuvent être liées à la nature du régime, à la conception des institutions, au degré de liberté politique et à la cohésion de la population, exposent un pays à un risque de mouvement populaire et/ou de déstabilisation du régime. Alors que la pratique démocratique, du moins dans sa dimension électorale, s'est largement généralisée sur le continent africain depuis le début des années 1990, certains exemples récents, à commencer par la RDC, le Soudan et l'Algérie, démontrent que celle-ci ne s'accompagne pas nécessairement d'un cadre politique et institutionnel solide.

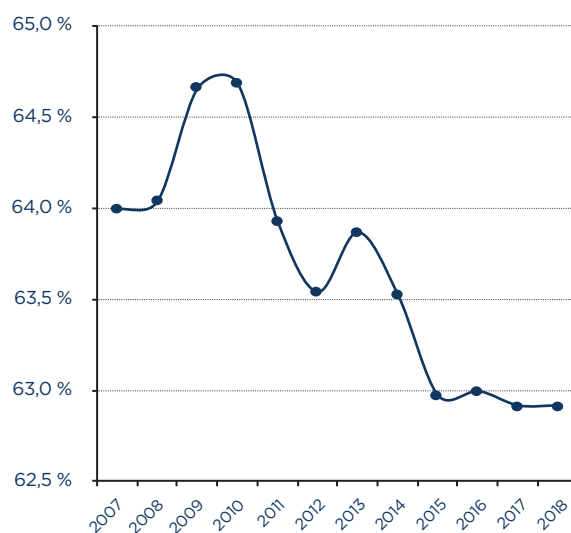
Aussi, l'indice de fragilité politique Coface indique que le score moyen en Afrique était supérieur de 15 points à celui du monde. Le continent africain est seulement devancé de deux points par le Moyen-Orient (**Graphique 5a**). Cette différence substantielle avec le reste du monde trouve sa source dans des environnements institutionnels

relativement défaillants dans de nombreux pays en Afrique, dans une offre politique parfois limitée (malgré l'organisation d'élections multipartites *de jure*), dans un espace d'expression restreint et dans une fragmentation ethnique, linguistique et/ou religieuse de la population susceptible d'alimenter des tensions politiques. Par exemple, au regard de ces indicateurs, l'Erythrée, se distingue en tête du classement 2018 (**Tableau 2**). Outre la moyenne sensiblement plus élevée sur le continent, on peut également signaler que seuls six pays ont un score inférieur à la médiane mondiale (Botswana, Maurice, Madagascar, Sao Tomé et Príncipe, Cap Vert et Tunisie), témoignant d'une fragilité largement répandue. Néanmoins, il convient aussi de relever l'amélioration de près deux points du score moyen du continent entre 2010 et 2018 (**Graphique 5b**). Celle-ci est le fruit de l'amélioration notable de quelques pays, particulièrement la Côte d'Ivoire post-crise électorale de 2010-2011 (passée de 97 % à 65 %), la Tunisie post-révolution (de 45 % à 16 %) et du Burkina Faso post-Compaoré (de 73 % à 63 %).

Graphique 5a :
 Score moyen de l'indice Coface de fragilité politique


Source : Coface

Néanmoins, comme l'indiquait déjà notre étude en 2017, seules, ces fragilités politiques ne se matérialisent pas nécessairement en risque. L'indicateur de risque social, permettant d'appréhender l'émergence de mouvements populaires, en mettant en relation les pressions au changement et les instruments facilitant la mobilisation populaire, peut être l'un des éléments déclencheurs. Le récent cas soudanais a, par exemple, illustré comment ce type de pressions socio-économiques, dans certaines conditions, pouvait se muer en changement politique. La décision du gouvernement de tripler les prix du pain en 2018 pour faire face à la crise économique (effondrement de la valeur de la devise, déplétion continue des réserves de change et inflation supérieure à 70 %) a été l'élément déclencheur des manifestations qui ont eu raison des 30 ans du régime d'Omar al-Béchar. L'indicateur de risque social Coface avait, préalablement au déclenchement de cette crise, signalé la vulnérabilité du Soudan à ce type de mouvements populaires. Non content de disposer du second score le plus élevé, derrière la Libye, le pays a également enregistré une hausse de près de 9 points dans cet indicateur (passant de 62 % à 71 %) entre 2008 et 2018.

Graphique 5b :
 Évolution du score moyen en Afrique


Source : Coface

Plus globalement, en Afrique, l'indice de risque social est, en moyenne, à son niveau le plus haut depuis le pic de 2010, qui a notamment précédé les mouvements populaires du « printemps arabes ». Néanmoins, contrairement à 2010, on constate également que, bien plus que les pressions aux changements, ce sont les instruments de la mobilisation qui connaissent une accélération (**Graphique 6**) presque ininterrompue.

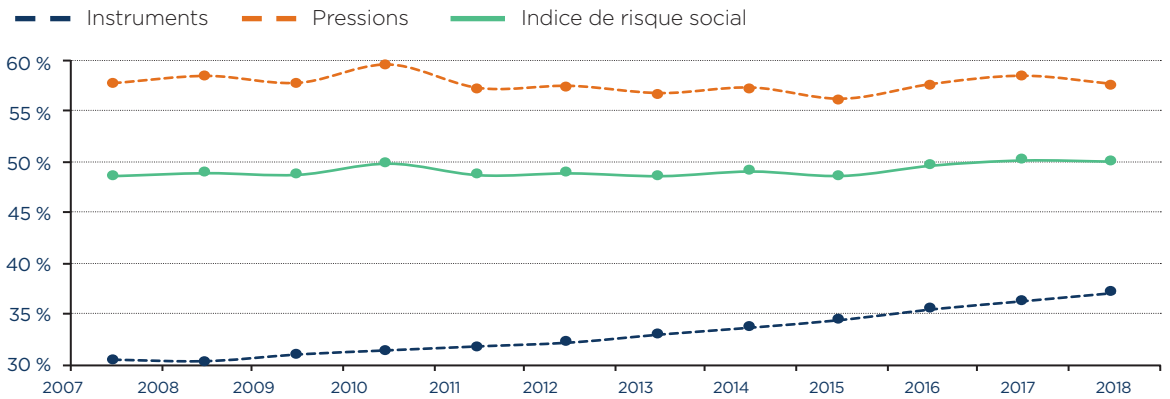
Au regard des données pays par pays, la quasi-intégralité des pays du continent, à l'exception de l'Erythrée, de la Libye et du Tchad voient leurs scores d'instruments de la mobilisation augmenter. Par exemple, Djibouti a connu une augmentation de 20 points de pourcentage entre 2008 et 2018 ; le Ghana de 15 ; l'Afrique du Sud de 12 ; et le Cameroun de 11. Si la plupart des indicateurs contribuent à cette montée en puissance des instruments de la mobilisation sur le continent, on peut particulièrement signaler la progression de l'accès à internet. En effet, les événements récents en Algérie et au Soudan ont encore mis en exergue l'importance des réseaux sociaux pour mobiliser les populations. D'ailleurs, comme d'autres cas récents le démontrent (RDC, Gabon, Soudan, Bénin...), certains gouvernements, arguant de la nécessité de préserver l'ordre public, prennent la décision de couper internet lorsque le climat politique se tend. L'urbanisation et la part croissante de la population ayant accès à l'éducation tertiaire participent également à la hausse globale du score des instruments sur le continent.

Sans surprise, le classement du bloc des instruments de la mobilisation est dominé sur les 11 ans d'observation par les cinq pays d'Afrique du Nord (Algérie, Égypte, Libye, Maroc et Tunisie). En Afrique subsaharienne, malgré la progression enregistrée, seuls l'Afrique du Sud, Maurice, le Cap Vert et le Gabon ont des scores « instruments » supérieurs à la moyenne mondiale (**Graphique 7a**) pour cet indicateur. Ils sont, en revanche, 80 % des 45 pays du continent à avoir des scores « pressions » supérieurs à la moyenne au niveau mondial (**Graphique 7b**).

Tableau 2 :
 Top 10 des pays africains disposant du score de l'indice de fragilité le plus élevé

Pays	Indice de fragilité	
	Score	Rang
Erythrée	91 %	1
République démocratique du Congo (RDC)	88 %	2
Cameroun	87 %	3
République du Congo	87 %	4
Tchad	86 %	5
Ethiopie	85 %	6
Angola	82 %	7
Ouganda	81 %	8
République centrafricaine (RCA)	79 %	9
Gabon	78 %	10

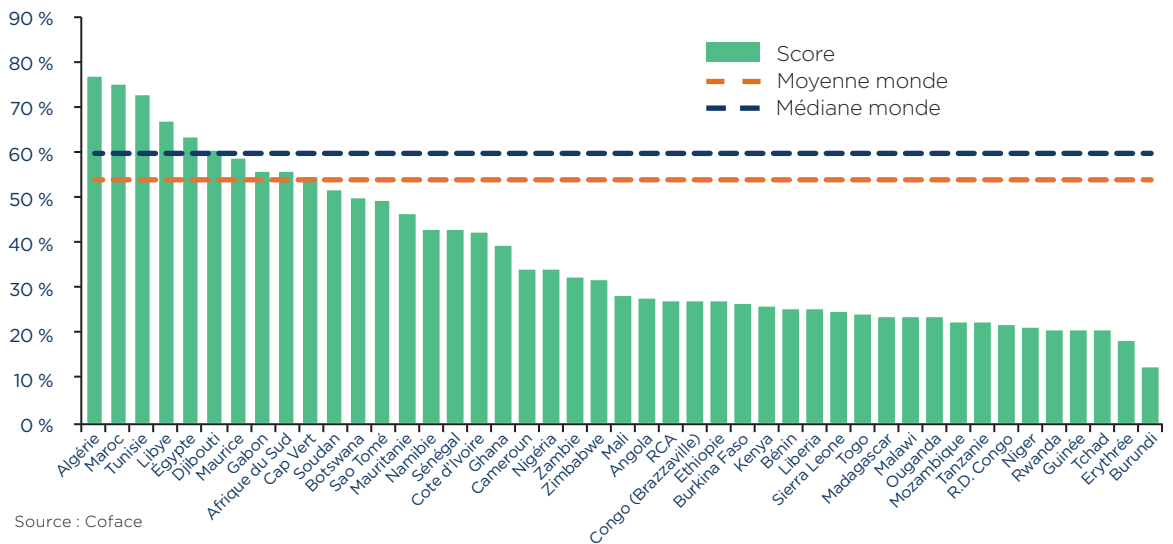
Graphique 6 :
Évolution de l'indice moyen de risque social en Afrique et de ses deux blocs constitutifs, 2007-2018



Note : L'indice de risque social est constitué des deux blocs : « Pressions » et « Instruments ». La pondération de ces deux blocs dépend du score des « Pressions ». En effet, on estime que plus les pressions d'instabilité politique sont fortes, plus les instruments favoriseront une hausse de l'instabilité politique.

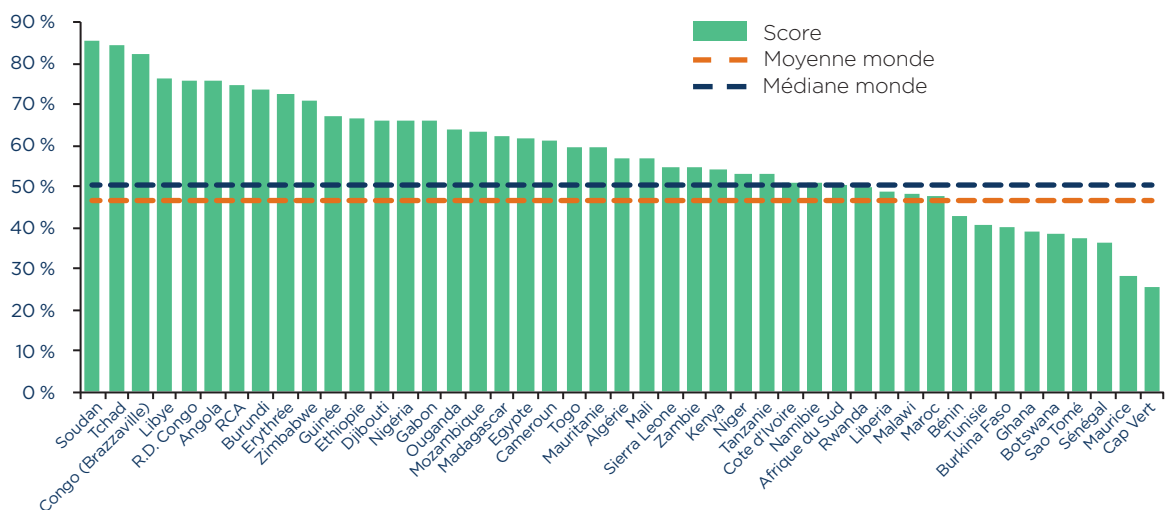
Source : Coface

Graphique 7a :
Score du bloc « instrument » de l'indice de risque social Coface pour les pays d'Afrique (2018)



Source : Coface

Graphique 7b :
Score du bloc « pressions » de l'indice de risque social Coface pour les pays d'Afrique (2018)



Source : Coface

Ainsi, ce serait ce défaut d'instruments de la mobilisation qui serait essentiellement à l'origine d'un risque social qui ne se matérialiserait pas systématiquement en Afrique subsaharienne. Néanmoins, les progrès effectués en la matière pourraient suffire à créer quelques troubles. Les 10 premiers pays de notre indicateur global de risque social font déjà ressortir bon nombre des pays où le risque s'est déjà matérialisé : outre le Soudan, évoqué plus haut, les manifestations pour demander un changement de la classe politique en Algérie, celles consécutives à la hausse des prix du carburant au Zimbabwe, ou encore la tentative de coup d'État au Gabon constituent des témoignages que le niveau de risque élevé de notre indice peut se convertir en déstabilisations. Aussi, c'est sans surprise que l'indicateur global de risque social soit encore largement dominé par ces pays (**Tableau 3**). La première place sur le continent africain, comme depuis 2007, continue d'être occupée par la Libye. Plus de 8 ans après la chute de Mouammar Kadhafi, les conditions socio-économiques restent précaires, entretenues par l'instabilité politique et sécuritaire qui sévit dans le pays. En dépit des renversements de Hosni Moubarak en 2011 et Mohamed Morsi en 2013, le score de l'Égypte reste également à un niveau élevé. La stabilisation de la situation économique depuis 2016 et le début du programme FMI n'a, ainsi, pas particulièrement atténué les pressions qui restent à un niveau similaire à celui atteint en 2009 et 2010. Les difficultés d'accès au marché de l'emploi et l'inflation élevée sont quelques-uns des éléments potentiels d'exaspération à l'égard d'un pouvoir exécutif qui devrait s'inscrire dans le temps long, en particulier, après la révision constitutionnelle, adoptée par référendum (en avril dernier), qui a étendu le mandat du président Abdel Fattah al-Sissi et lui permettra de se présenter à un troisième mandat en 2024.

Tableau 3 :
Top 10 des pays africains disposant du score de l'indice de risque social le plus élevé avec le score des deux blocs constitutifs « pressions » et « instruments ».

Pays	Indice de risque social		Bloc « Pressions »		Bloc « Instruments »	
	Score	Rang	Score	Rang	Score	Rang
Libye	73 %	1	76 %	4	67 %	4
Soudan	71 %	2	86 %	1	51 %	11
Djibouti	64 %	3	66 %	13	61 %	6
Algérie	63 %	4	57 %	23	77 %	1
Gabon	62 %	5	66 %	15	56 %	8
Égypte	62 %	6	62 %	19	63 %	5
Angola	59 %	7	82 %	4	27 %	24
Congo	59 %	8	82 %	6	27 %	26
Zimbabwe	59 %	9	76 %	10	32 %	22
Tchad	57 %	10	84 %	2	20 %	43

Néanmoins, plus que d'identifier les pays où le risque s'est déjà manifesté, l'indice de fragilité politique et sociale, qui combine les scores des deux indices décrits plus haut, peut potentiellement indiquer les pays à surveiller dans un futur proche. Pour identifier ces pays nous avons retenu deux critères :

- 1) un score de fragilité politique et sociale supérieur à la moyenne en Afrique en 2018 (55 %) ;
- 2) un score ayant augmenté d'au moins deux points de pourcentage entre 2008 et 2018.

Les pays ainsi identifiés, au nombre de dix et qui se situent dans le quart supérieur de droite du **Graphique 8**, sont : l'Angola, le Cameroun, Djibouti, l'Égypte, l'Éthiopie, la Mauritanie, le Mozambique, l'Ouganda, la RDC et le Tchad.

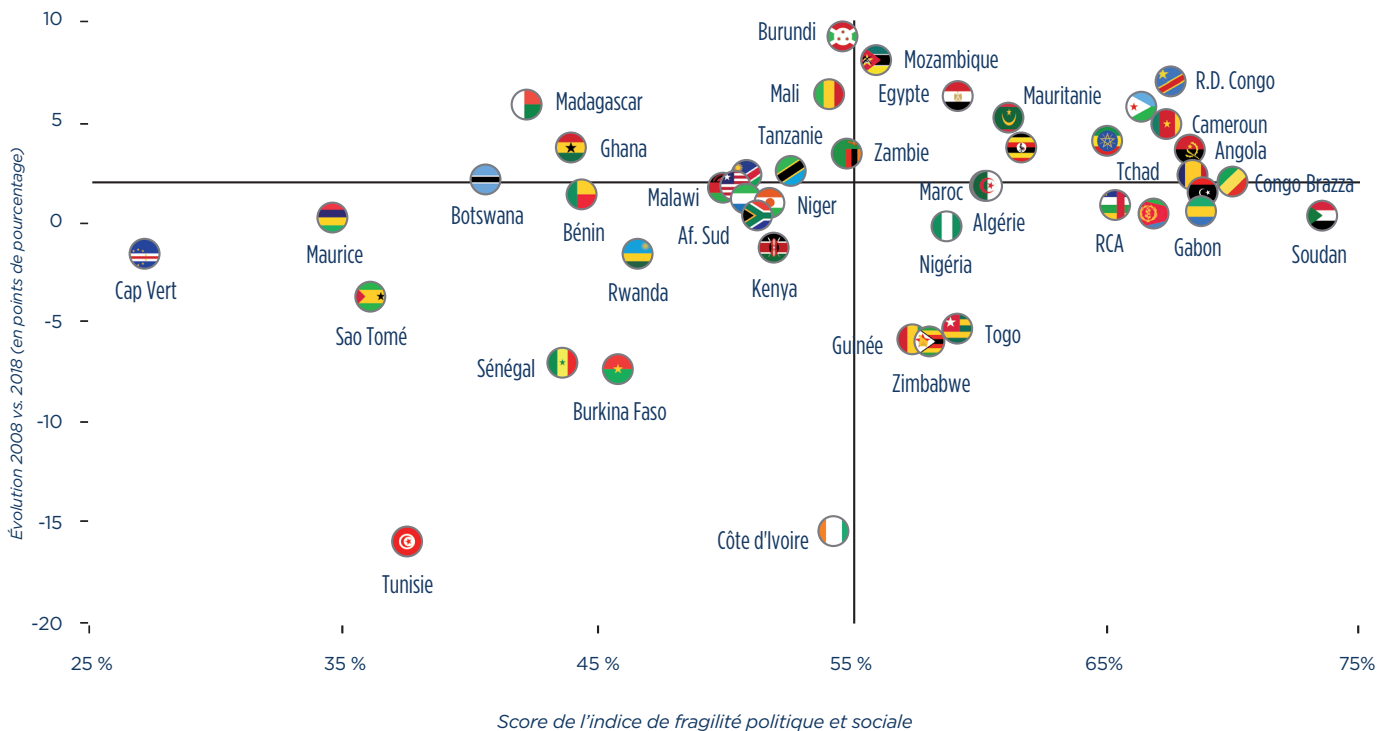
Certains de ces pays ont déjà connu des changements majeurs. Outre, l'Égypte, mentionné plus haut, l'Angola et l'Éthiopie qui ont connu un changement d'exécutif, respectivement, en 2017 et 2018 sont encore dans notre catégorie des pays à surveiller. Malgré les réformes entreprises par le président João Lourenço (Angola) et le Premier ministre Abiy Ahmed (Éthiopie), la crise économique consécutive à la chute des cours du pétrole en Angola et la persistance des tensions ethno-socio-politiques qui avaient déjà conduit au départ d'Hailemariam Desalegn en Éthiopie, maintiennent un niveau de risque élevé. A l'issue d'élections chaotiques, qui ont vu Félix Tshisekedi succéder à Joseph Kabila, la RDC reste également dans cette catégorie. Toutefois, les accusations de fraude qui pèsent sur le scrutin, de même que la victoire du parti de Joseph Kabila aux élections législatives alimentent la suspicion que l'ex-président continue à diriger l'un des pays les plus pauvres du monde dans l'ombre.

Le Cameroun reste également à surveiller alors que la reconduction de Paul Biya pour un septième mandat consécutif intervient dans un contexte de morcellement croissant du pays, lié notamment à la crise dans des régions anglophones, et de conditions socio-économiques toujours précaires pour une large partie de la population. Enfin, la présence de Djibouti, du Tchad et de l'Ouganda qui ont pour point commun avec le Cameroun d'être gouverné par des dirigeants dont la longévité est la plus forte sur le continent (**Graphique 9**), doit également être signalé.

Le Mozambique devra être particulièrement suivi dans les prochains mois, alors que se profilent, dès le mois d'octobre, des élections générales. Après des élections municipales contentieuses en 2018, les tensions restent vives entre le Front de libération du Mozambique (Frelimo), au pouvoir depuis 1975, et la Résistance Nationale du Mozambique (Renamo), guérilla armée devenue parti politique, menaçant le processus de paix lancé en 2016. L'historique de violence dans le pays, des difficultés socio-économiques persistantes consécutives, notamment, à la crise de la dette et aux passages de deux cyclones en début d'année, et la perception de corruption rampante alimentent un mécontentement qui pourrait s'exprimer à l'occasion de ces élections.

Graphique 8 :

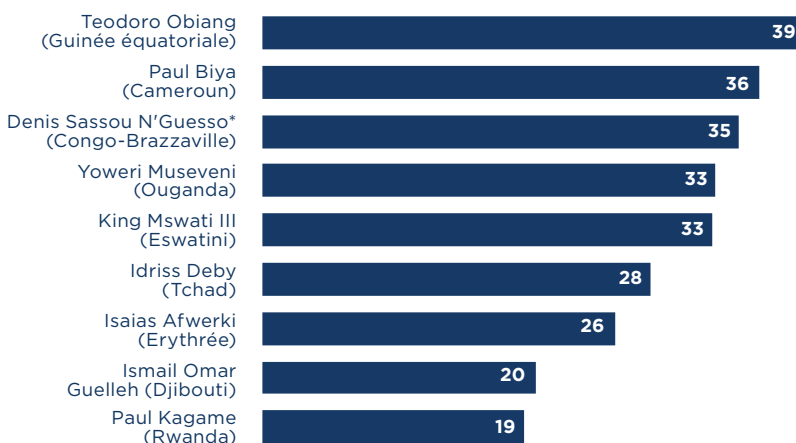
Matrice des scores de l'indice de fragilité sociale et politique (axe horizontal) et de son évolution (axe vertical) 2008-2018



Source : Coface

Graphique 9 :

Plus anciens dirigeants sur le continent africain
(en nombre d'années au pouvoir au 30 juin 2019)



* Denis Sassou N'Guesso est au pouvoir sans interruption depuis 1997 après avoir été à la tête de l'état entre 1979 et 1992

Source: Coface

Il convient de noter que les pays dans le coin inférieur droit du graphique 8, c'est-à-dire ceux disposant d'un score élevé mais n'ayant pas progressé, sont régulièrement ceux ayant connu des épisodes d'instabilité politique dans un passé récent. C'est le cas pour l'Algérie et le Soudan qui ont été cités plus haut, mais aussi du Gabon et du Nigéria. Même les pays enregistrant un recul sur ces 10 ans mais disposant d'un score supérieur à

la moyenne africaine ce sont distingués en matière d'instabilité politique. Au Togo, les manifestations contestant une réforme constitutionnelle qui permettrait au président Faure Gnassingbé de se présenter à deux nouveaux mandats en 2020 et 2025 se sont multipliés ces dernières années. Dans cette catégorie, on peut également ajouter le Zimbabwe.

Dans le coin supérieur gauche figurent les pays dont le score a substantiellement augmenté, mais reste inférieur à la moyenne : au Mali, les tensions sécuritaires pourraient notamment mettre sous pression le climat politique local. En Tanzanie et en Zambie, les voix qui s'élèvent pour dénoncer les glissements autoritaires des administrations des présidents John Magufuli et Edgar Lungu témoignent de cette fragilité croissante.

Enfin, il convient de signaler les pays ayant glissé dans le coin inférieur droit de la matrice de ce graphique. La Tunisie et la Côte d'Ivoire ont enregistré le déclin le plus important de leur score sur la période. La révolution tunisienne de 2011 et la crise ivoirienne de 2010-2011 ont notamment permis de faire dégonfler les scores de fragilité, contribuant grandement à cette dynamique. Le même constat est vrai pour le Burkina Faso après la tentative de coup d'État en 2015. Les élections, qui se tiendront respectivement en 2019 et 2020 en Tunisie et en Côte d'Ivoire devraient néanmoins mettre à l'épreuve la consolidation de l'héritage de ces crises politiques.

RÉSERVE

Le présent document reflète l'opinion de la direction de la recherche économique de Coface, à la date de sa rédaction et en fonction des informations disponibles ; il pourra être modifié à tout moment. Les informations, analyses et opinions qu'il contient ont été établies sur la base de multiples sources jugées fiables et sérieuses ; toutefois, Coface ne garantit en aucun cas l'exactitude, l'exhaustivité ou la réalité des données contenues dans le présent document. Les informations, analyses et opinions sont communiquées à titre d'information et ne constituent qu'un complément aux renseignements dont le lecteur dispose par ailleurs. Coface publie ce document de bonne foi et sur la base d'une obligation de moyens (étant entendu de moyens commerciaux raisonnables) quant à l'exactitude, l'exhaustivité et la réalité des données. Coface ne pourra être tenu responsable de tout dommage (direct ou indirect) ou perte en tout genre, subis par le lecteur et découlant de l'utilisation par le lecteur des informations, analyses et opinions. Le lecteur est ainsi seul responsable des décisions et conséquences des décisions qu'il prend sur la base du présent document. Ce document ainsi que les analyses et opinions qui y sont exprimées appartiennent exclusivement à Coface ; le lecteur est autorisé à les consulter ou les reproduire à des fins d'utilisation interne uniquement, sous réserve de porter la mention apparente de Coface, de reproduire le présent paragraphe et de ne pas altérer ou modifier les données. Toute utilisation, extraction, reproduction à des fins d'utilisation publique ou commerciale est interdite sans l'accord préalable de Coface. Le lecteur est invité à se reporter aux mentions légales présentes sur le site web de Coface : <http://www.coface.fr/Home/Informations-generales/Mentions-legales>.

COFACE SA

1, place Costes et Bellonte
92270 Bois-Colombes
France

www.coface.com

coface
FOR TRADE